



# Règlement local de publicité :

## BILAN DE LA CONCERTATION

---

1

***VU POUR ETRE ANNEXE A LA DELIBERATION DU  
CONSEIL MUNICIPAL ARRETANT LES  
DISPOSITIONS DU REGLEMENT LOCAL DE  
PUBLICITE***

# ***REVISION DU REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE***

## ***BILAN DE LA CONCERTATION***

---

### ***1/ RAPPEL DU CONTEXTE***

---

La commune de Menton a entrepris par délibération du conseil municipal n°71/18 du 12 avril 2018 la mise en révision de son Règlement Local de Publicité (RLP) afin d'adapter cet outil de planification de l'affichage publicitaire tant aux nouveaux besoins exprimés en matière de publicité et de protection du cadre de vie qu'au renforcement du socle législatif et réglementaire.

Ladite délibération précisait les objectifs guidant la démarche de révision du RLP et fixait les modalités de la concertation, conformément aux dispositions de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme. Celle-ci devant se dérouler pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de RLP, étant précisé qu'à l'issue, M. le Maire en présenterait le bilan au conseil municipal qui en délibérerait et arrêterait le projet de RLP.

C'est l'objet du présent document support.

### ***2/ LES OBJECTIFS DE LA CONCERTATION***

---

2

---

La concertation publique a pour objectifs :

- d'informer les différents publics (administrés, professionnels, élus, acteurs économiques, associations...) du projet,
- de faire partager le diagnostic et le projet,
- de recueillir les questions et avis sur le projet, ses caractéristiques et ses impacts,
- de favoriser la participation active du public à travers des moments d'échanges et de dialogue avec la municipalité et l'équipe pluridisciplinaire d'assistance à maître d'ouvrage, afin d'obtenir toutes précisions des techniciens ayant élaboré les études,
- d'enrichir le dossier soumis à la concertation publique via l'élaboration du bilan de la concertation.

### ***3/ LE DISPOSITIF INITIAL DE LA CONCERTATION***

---

La délibération précitée a fixé le dispositif de la concertation, tel que :

- La concertation aura pour objectif de permettre au public de prendre connaissance du Règlement Local de Publicité et de présenter ses appréciations et suggestions. Les avancées du dossier de RLP seront présentées au public dans le bulletin municipal et sur le site internet de la commune ;
- Le public aura la possibilité d'écrire au maire ;
- La concertation se présentera sous la forme d'une exposition ;

- Les avis du public seront consignés sur un registre tenu à sa disposition dans le lieu des expositions. Les jours, heures et lieux de ces présentations feront l'objet d'une publicité dans la presse quotidienne régionale et sur le site internet de la ville ;

Le contexte sanitaire a profondément modifié en cette année 2020-2021 l'ensemble des pratiques de communication des communes. Ainsi, la réunion publique initialement prévue a été remplacée par la mise en ligne d'une vidéo explicative.

La délibération disposait également que la commune se réservait la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation complémentaire si cela s'avérait nécessaire.

### COMMUNICATION DANS LE BULLETIN MUNICIPAL

Le bulletin municipal est dénommé « Pour Menton Mag ». Diffusé à 26.000 exemplaires, il a permis de relayer (distribution dans les boîtes à lettres, mise à disposition dans les lieux publics) les grandes étapes du projet : réunions publiques, exposition, délibérations, ...

« Menton Mag » est également disponible en permanence et en intégralité sur le site internet de la commune



Menton Mag n°156 de novembre – décembre 2020  
(Pages intérieures en annexe 2)



Menton Infos n°114 du 7 au 22 janvier 2021  
(Pages intérieures en annexe 2)

## EXPOSE SUR LE SITE INTERNET COMMUNAL

A compter du 14 mai 2018, et de façon permanente depuis lors, le site internet [www.menton.fr](http://www.menton.fr) a porté à la connaissance du public la prescription de la révision du RLP, puis a fait part de toutes les étapes de la procédure.

Concrètement, ont été mis en ligne au fur et à mesure, et maintenus ensuite, une définition du RLP, les délibérations de validation des étapes (notamment la n°124/19 du 19 décembre 2019 sur la « validation du débat sur les orientations »), les panneaux d'exposition, la plaquette de communication, la vidéo explicative permettant de compenser la réunion publique...

4

Ce vecteur de communication peut être considéré comme efficace car les consultations et les téléchargements de la documentation mise à disposition ont été effectifs et quantitativement significatifs : L'article a enregistré 516 visites, la vidéo 86 vues.

Annexe 1 : Exemple de parution sur le site internet [www.menton.fr](http://www.menton.fr)

## LIAISON PAR COURRIER

La possibilité d'écrire au maire constitue la plus élémentaire forme de communication, mais il y a lieu de l'élargir aux visites, demandes de renseignements et de transmission de documents, appels téléphoniques, rendez-vous avec les services communaux, interrogations sur le degré d'avancement de la procédure ...

Ce moyen d'échange a été peu utilisé par la population montrant, ainsi, que les documents mis à disposition ont suffi à la concertation mais également que ce sujet concerne plus les professionnels.

## L'EXPOSITION DIAGNOSTIC/ REGLEMENT

L'exposition-concertation relative au diagnostic et au règlement s'est déroulée du 18 décembre 2020 au 18 janvier 2021 inclus en l'Hôtel de Ville, salle du conseil municipal.

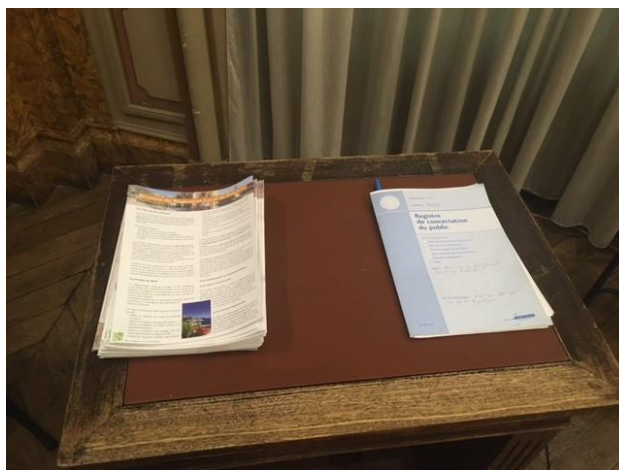
Elle avait été annoncée au public (annexe 2) par voie de presse le 11 décembre 2020 par insertion dans la rubrique des annonces légales des quotidiens Nice-Matin et la Tribune Côte d'Azur.

Parallèlement, une information a été diffusée sur le site internet de la ville, le magazine Menton Mag n°156 de novembre – janvier 2020-2021, Menton Info, Facebook (post du 18 et 31 décembre) et Twitter (post du 18 décembre).

L'exposition a présenté la synthèse des études : 7 panneaux ont permis aux visiteurs de découvrir de nouvelles données sur leur commune et prendre connaissance de l'ensemble des objectifs mis en avant dans le diagnostic.

En parallèle du public traditionnel, Nice Matin a effectué une visite dirigée.

Le public disposait de la possibilité de consigner ses observations sur un registre dédié. Les panneaux d'information étaient également disponibles en ligne ainsi que la plaquette explicative.



### MODALITES DE CONCERTATION COMPLEMENTAIRES

La délibération du 12 avril 2018 disposait également que la commune se réservait la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation complémentaire si cela s'avérait nécessaire. Selon les opportunités, et favorisée par la disponibilité de techniques de communication complémentaires mises en service dans le courant de l'élaboration du projet, la concertation a été étendue comme indiqué ci-après :

#### UN REGISTRE PERMANENT

Un registre destiné à l'expression permanente de la population a été mis en place à l'accueil de l'hôtel de ville le 12 avril 2018 et a également servi lors de l'exposition. Sa présence a été annoncée par la délibération du 12 avril 2018.

Plusieurs mentions y sont apposées.

Le registre a été clos le 18 janvier 2021 au soir.

## REUNIONS TECHNIQUES ET/OU PUBLIQUES AUTRES

En tous temps et en toutes circonstances, la commune de Menton organise des rencontres avec la population.

Par ailleurs, les élus et les services municipaux ont travaillé avec les professionnels directement concernés par l'élaboration du règlement local de publicité chaque fois que cela a été possible, tant sur des thématiques particulières qu'à l'occasion de l'étude de cas concrets.

- Réunions et permanences de quartier :

La municipalité organise régulièrement des réunions au sein des quartiers afin d'informer les habitants tant de ce qui concerne leur environnement immédiat (travaux à venir, ...) que pour faire un point d'actualité sur les grands sujets, tel le RLP, les créations d'équipements, ...

Par ailleurs, des élus assurent chaque mois dans lesdits quartiers une permanence à laquelle peut se rendre toute personne ayant une question à poser sur la vie municipale ou faire part d'un problème.

Il s'agit d'un lieu d'échange direct avec la population.

- Réunions de travail avec les professionnels de la publicité. Elle s'est déroulée le 27 août 2020 à l'hôtel de ville et a permis un moment d'échange constructif autour d'un diaporama.

Bien entendu, et comme l'imposent les textes, les représentants des différentes échelles territoriales ont participé à ce processus : services de l'Etat, Région PACA, Département des Alpes-Maritimes, Communauté d'Agglomération de la Riviera Française, communes environnantes, chambres consulaires, associations de défense de l'environnement agréées, ...

## AUTRES ARTICLES DE PRESSE

6

La presse locale a également participé à communiquer au sujet de la révision de ce document au travers de plusieurs articles :

- Article du 12/04/2018 dans Nice-Matin « *le budget 2018 sera voté ce soir au conseil municipal* ».
- Article du 13/04/2018 dans Nice-Matin « *Affichage publicitaire : les habitants bientôt consultés* ».
- Article du 19/12/19 dans Nice-Matin « *Dotation, convention... le dernier conseil municipal de 2019 s'annonce chargé* ».
- Article du 21/12/2019 dans Nice Matin « *la Ville souhaite mieux encadrer la pub dans la cité* ».
- Article du 7/01/2021 dans Nice Matin « *Menton revoit les règles d'encadrement de la Pub* ».

## PRISES EN COMPTE DES REMARQUES DU PUBLIC

En synthèse des différentes phases de la concertation, le public s'est attaché à faire part principalement :

- De son souhait de voir diminuer la pollution visuelle :  
Le projet de RLP vise effectivement à diminuer la présence des panneaux publicitaires les plus disgracieux ;
- L'extinction du mobilier urbain et de la publicité la nuit:

Le projet de règlement du RLP vise cet objectif ;

- La diminution des contraintes portant sur le positionnement des panneaux publicitaires ;
- Le type de matériaux utilisés ;
- Le choix des technologies ;

## *CONCLUSION*

---

Une concertation s'est donc tenue de manière continue durant l'établissement du projet de règlement local de publicité. On peut considérer qu'elle a su s'adapter au contexte sanitaire et que des mesures de substitution ont été trouvées par la ville de Menton permettant une adéquation avec le cadre fixé par la délibération n°71/18 du 12 avril 2018.

Le bilan des diverses modalités de la concertation montre que le public a privilégié les écrits, le registre papier ainsi que le site internet de la ville, de par sa souplesse et son exhaustivité. La mise à disposition des documents sous différentes formes a été utile puisqu'ils ont suscité des retours (lettres, prises de rendez-vous avec les élus, observations auprès des services, ...). La concertation a permis à la commune de faire progresser le projet, car l'ensemble des expressions du public a donné lieu à un travail d'analyse.

On peut donc conclure que le public s'est estimé suffisamment informé quant au projet de révision du RLP et a manifesté un sentiment favorable à son égard.

Il ressort de la concertation préalable qu'aucune observation majeure remettant en cause l'essence même du projet n'a été exprimée. Elle se poursuivra avec l'étape de l'enquête publique.

## *PIECES JOINTES*

---

- 1 – Exemple de parution sur le site internet de la ville [www.menton.fr](http://www.menton.fr)
- 2 – Mesures de publicité de l'exposition diagnostic-règlement (18/12/20 au 18/01/2021)
- 3 – Panneaux des expositions (7)
- 4 – Plaquette
- 5 – Mesures de publicité de la délibération du conseil municipal prescrivant la révision du RLP



## ANNEXE 1

frontal8.openis.fr

McAfee

VILLE DE MENTON

NUMÉRIQUES

Votre Mairie

Découvrir

Arts et Histoire

Au quotidien

Actualités


Agenda


Commerces

MENTON INFOS | POUR MENTONNAIS

Menton infos

Mobi à Menton : un mois de féerie






ACCUEIL > Votre Mairie > Urbanisme > Règlement Local de Publicité

161 692 lectures | 0 Temps de lecture estimé : 1 mn

### RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ



© Ville de Menton

Le conseil municipal de Menton a décidé, par délibération en date du 12 avril 2018, de prescrire la révision du Règlement Local de Publicité.

**Qu'est-ce que le règlement local de publicité ?**

Il s'agit d'un outil de planification de l'affichage publicitaire.

Il organise les zones dans lesquelles la publicité est autorisée. Bien plus qu'un règlement, c'est avant tout un document qui veille à la conservation de notre cadre de vie.

Cet outil réglementaire définit et régit l'implantation de la publicité, des enseignes et des pré-enseignes.


C'est sur la base de ces règles que seront accordés ou refusés les autorisations préalables.


La révision de ce document se fait dans le cadre d'une concertation permanente avec la population et les personnes publiques associées.

Il est possible de faire part à tout moment de son avis, de ses observations ou de ses remarques, qui sont systématiquement enregistrées et analysées.

Vous pouvez donc adresser un courrier en ce sens en Mairie.

Documents à télécharger

 [DELIB\\_71\\_18\\_LANCEMENT\\_REVISION\\_RLP.pdf](#)  
Titre: 1542764  
Publié le: 20-08-2020

 [r71234-19-Règlement local de publicité RLP.pdf](#)  
Titre: 1542764  
Publié le: 20-08-2020

8







## RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ

Le Règlement local de publicité (RLP) est un document couvrant l'ensemble du territoire et définissant plusieurs zones dans lesquelles la publicité est restreinte. Ce document vise un double objectif. Il doit d'une part, assurer la qualité du cadre de vie en respectant deux principes constitutionnels que sont la liberté d'expression et la liberté d'entreprendre et d'autre part, réglementer les enseignes, les préenseignes et la publicité. En l'absence de RLP, l'ensemble des dispositifs publicitaires est interdit.

La Ville de Menton a approuvé son RLP en 1994. Les récents textes législatifs ont imposé sa mise en révision en 2018 et un débat sur les grandes orientations a déjà eu lieu au sein du conseil municipal en 2019.

La commune a souhaité profiter de cette révision pour mieux adapter cet outil aux nouvelles attentes de la population qui sont de réduire les nuisances visuelles que peuvent créer certains équipements publicitaires. Elle a également déterminé quatre zones de publicité restreintes contre deux aujourd'hui : la Vieille-ville - le centre-ville, les vallées du Careï et du Borriço - la zone industrielle - le port de Garavan.

La phase de concertation qui se déroule du 18 décembre au 18 janvier a été adaptée au contexte sanitaire. Elle permettra au public de prendre connaissance du projet par le biais d'une exposition dans la salle du conseil municipal, de plaquettes d'informations et d'une vidéo (en remplacement de la réunion publique prévue initialement). Cette vidéo est consultable en ligne sur le site [www.menton.fr](http://www.menton.fr)

Le public pourra noter ses remarques sur support papier dans un registre en mairie, par courrier postal adressé au maire ou par voie électronique à [mairie@ville-menton.fr](mailto:mairie@ville-menton.fr)

Une rencontre aura lieu avec le public (concerné et intéressé) lors de l'enquête publique qui sera faite dans le courant de l'année 2021. Le document définitif sera ensuite approuvé par le conseil municipal et opposable aux demandes.



10

## ANNUAIRE DES ASSOCIATIONS

Chaque année au mois de septembre, le Forum des associations permet aux Mentonnais d'aller à la rencontre des structures associatives locales. Suite à son annulation cette année liée à la pandémie de la Covid-19, le Centre communal

d'action sociale (CCAS), organisateur de cet événement, a conçu un annuaire répertoriant plus de 160 clubs et associations du pays mentonnais.

Cet annuaire est en ligne sur [www.menton.fr/associations](http://www.menton.fr/associations)

La version papier sera disponible à compter du 21 décembre dans tous les lieux accueillant du public.





# Jean-Claude Guibal, Maire de Menton, présente ses vœux à la population

Mentonnaïses, Mentonnais, mes chers amis,  
Nous avons vécu en 2020 une année particulière.  
Une année particulièrement catastrophique, une année funeste.

Une année qui a décliné les principaux fléaux auxquels nous pouvons être confrontés : la pandémie de la Covid-19, les inondations qui ont dévasté la Roya, sans compter la barbarie des hommes, à Nice où des fidèles ont été assassinés dans la cathédrale et à Conflans-Sainte-Honorine où Samuel Paty a été décapité.

Ces catastrophes sont en partie les conséquences de ce qu'est devenue notre manière de vivre.

Elles nous amèneront sans doute à modifier notre rapport au temps, à la nature et à notre modèle de développement.

Elles nous incitent en tout cas à prendre conscience de ce qu'est la condition humaine.

L'homme, quoi qu'en pensent certains, n'est pas le maître du monde : le monde est gouverné par des lois qui nous dépassent.

Ayons donc la sagesse de nous occuper d'abord de ce qui dépend de nous et comme le disait Voltaire de « cultiver notre jardin ».

L'homme n'est pas le maître du monde, mais l'homme est toujours là, dans son inviolabilité, dans son adaptabilité, son sens de la solidarité et dans son besoin de dépassement.

Les élan magnifiques de solidarité à l'égard des soignants quand il s'est agi de lutter contre la pandémie, et avec les

sinistrés de la Roya après la tempête Alex comme avec les acteurs économiques qui ont tant souffert, tous ces élan de solidarité sont une démonstration éblouissante de la force de notre humanité.

Nous avons là toutes les raisons d'espérer, dès lors que nous saurons respecter la planète et accepter notre condition d'hommes.

Pour ce qui est de Menton, notre ville adorée, sachez que nous avons pu, malgré les circonstances, réaliser la plupart de nos engagements.

Sachez aussi que nous avons bien l'intention de faire tout notre possible pour qu'il en soit également ainsi demain, malgré une situation budgétaire qui portera pendant 2 ou 3 ans les stigmates de l'année 2020.

Mentonnaïses, Mentonnais, mes chers amis, nous avons subi des épreuves et démontré notre résilience. J'espère de tout mon cœur que nous en aurons fini très bientôt avec cette séquence catastrophique et que nous retrouverons en 2021 notre bonheur de vivre ensemble, libres et en sécurité, confiants dans notre avenir.

Comme hier, comme tout au long de l'année qui se termine et qu'on ne regrettera pas, je serai, avec les élus, à vos côtés pour que Menton retrouve le plus vite possible sa convivialité et sa douceur de vivre.

Mentonnaïses, Mentonnais, mes chers amis, je vous adresse mes vœux chaleureux et fidèles pour 2021.

Je souhaite à chacune et chacun d'entre vous une bonne et très heureuse année 2021.



## TRAVAUX

## Aménagements et mise aux normes



### Rue Pietra Scritta

Arrêtée durant les fêtes de fin d'année, la seconde phase des travaux de renouvellement des réseaux enfouis a repris depuis le 4 janvier pour une durée de deux mois. Dirigés par la Communauté de la Riviera française (CARF), ces travaux portent sur la rénovation des réseaux d'eaux usées et pluviales, le remplacement du réseau d'eau potable, la rénovation de l'éclairage public et le remplacement du réseau HTA.

En parallèle, la Ville procède à la rénovation des cheminements piétons sécurisés ainsi qu'à l'aménagement du stationnement des véhicules. La circulation est donc de nouveau interrompue de jour comme de nuit

sauf pour les résidents qui possèdent un parking souterrain.

Ces travaux ont été réalisés sur 400 mètres linéaires mais en deux temps. La phase finale consistera à la mise en œuvre d'un nouveau revêtement routier sur l'ensemble de ces 400 mètres, c'est-à-dire depuis le rond-point Dondéra jusqu'à la rue Harpignies.

### Rue Harpignies

Par ailleurs, depuis le 4 janvier et jusqu'au 28 février, le stationnement est interdit des deux côtés de la rue Harpignies, et ce, en raison de travaux de raccordement aux réseaux d'eaux usées et pluviales. Cependant, la circulation demeure ouverte aux usagers.

## CADRE DE VIE

## Règlement local de publicité

Le règlement local de publicité (RLP) est un document couvrant l'ensemble du territoire et définissant plusieurs zones dans lesquelles la publicité est restreinte. Ce document vise un double objectif. Il doit d'une part, assurer la qualité du cadre de vie en respectant deux principes constitutionnels qui sont la liberté d'expression et la liberté d'entreprendre et d'autre part, réglementer les enseignes, les préenseignes et la publicité. En l'absence de RLP, l'ensemble des dispositifs publicitaires est interdit.

La Ville de Menton a approuvé son RLP en 1994. Les récents textes législatifs ont imposé sa mise en révision en 2018 et un débat sur les grandes orientations a déjà eu lieu au sein du conseil municipal en 2019.

La commune a souhaité profiter de cette révision pour mieux adapter cet outil aux nouvelles attentes de la population qui sont de réduire les nuisances visuelles que peuvent créer certains équipements publicitaires. Elle a également déterminé quatre zones de publicité restreintes contre deux aujourd'hui : la Vieille-ville - le centre-ville, les vallées du Carel et du Borrigo - la zone industrielle - le port de Garavan.

La phase de concertation qui se déroule du 18 décembre au 18 janvier a été adaptée au contexte sanitaire. Elle permet au public de prendre connaissance du projet par le biais d'une exposition dans la salle du conseil municipal, de plaquettes d'informations et

d'une vidéo (en remplacement de la réunion publique prévue initialement). Cette vidéo est consultable en ligne sur le site [www.menton.fr](http://www.menton.fr)

Le public peut noter ses remarques sur support papier dans un registre en mairie, par courrier postal adressé au maire ou par voie électronique à [mairie@ville-menton.fr](mailto:mairie@ville-menton.fr). Une rencontre aura lieu avec le public (concerné et intéressé) lors de l'enquête publique qui sera faite dans le courant de l'année 2021. Le document définitif sera ensuite approuvé par le conseil municipal et opposable aux demandes.

La mairie est ouverte au public du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h.





VILLE DE MENTON

**Ouverture de la concertation  
sur le Règlement Local  
de Publicité**

Par délibération n°71/18 du 12 avril 2018, la ville de Menton a lancé et fixé les modalités de la concertation avec le public portant sur le Règlement Local de Publicité.

Celle-ci aura lieu du 18 décembre 2020 au 18 janvier 2021, une vidéo de présentation du projet sera mise en ligne sur les supports numériques de la ville, un registre de concertation sera mis à disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture du public et comprendra également le dossier complet. De plus, une exposition aura lieu dans la salle du conseil municipal et des plaquettes explicatives seront également disponibles.

**Avenir Côte d'Azur - 005**

**ATTESTATION  
DE PARUTION**

Philippe LEON, représentant légal de la SAS Sud Est Presse  
RCS Nice 421 305 525, société editrice du journal Tribune Côte d'Azur, atteste que cette annonce paraîtra dans le journal :

1076 - le 11/12/2020  
sous le n° 1076005

**Appels d'offres**

**AVIS D'APPELS**

**safer**  
Provence-Alpes Côte d'Azur

**APPEL DE CANDIDATURES**  
Participation effective et application des articles L. 142-72 et R. 142-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime

**La SAFER Provence-Alpes Côte d'Azur attribue par récoession, adjudication, soumission ou tout autre mode des biens suivants :**

Ref. AS 06 19 084 Libré (Avec biléon)  
**BOUVON** : 16 a 10 ca - "De l'oe" 12 010-2019 - Les vignes 12-09  
Urbanisme : Carte Communale - non constructible  
Ref. AS 06 20 088 01 Libré  
**GORBIO** : 20 a 60 ca - "La sabbat" 4.4  
Urbanisme : Zone N - PP env. de

terrain en partie rouge  
Ref. AS 06 19 080 01 Libré (Avec biléon)  
**LA ROQUETTE-SUR-VAL** : 1 ha 24 a 14 ca - "Les graves" : A 136 19457501  
Urbanisme : PLUM - AC - PPR et PPRM (Boulevard)  
Ref. AS 06 20 029 01 Libré  
**SOSPEL** : 1 ha 86 a 40 ca - "La bouquière" 12-04  
Urbanisme : PLU - Zone N  
Ref. AS 06 20 028 01 Libré  
**TENDE** : 7 ha 24 a 43 ca - "Tourne" 12-01 02 02 02 02 02 02  
Urbanisme : Carte Communale - non constructible  
Ref. AS 06 20 088 01 Libré  
**GORBIO** : 20 a 60 ca - "La sabbat" 4.4  
Urbanisme : Zone N - PP env. de

**AVIS RECTIFICATIF**

**RECTIFICATIF**  
SECTION: POUVOIR ADMINISTRATIF  
Tribune d'Information Administrative

**1) NOM ET ADRESSE**  
Département des Alpes-Maritimes, direction générale adjointe pour les ressources et les moyens, direction des achats et de la logistique - service des marchés - CADM - 412 boulevard de Mirabeau - 06100 Menton  
Tél: 04 92 30 00 01, Fax: 04 92 30 00 02, E-mail: 04 92 30 00 03  
Région: Provence-Alpes-Côte d'Azur  
Code NUTS: FR03

**2) OBJET**  
Adressé interne: Adresse générale - https://www.campidat.fr  
Adressé du profil acheteur:

**3) ÉTENDUE DU MARCHÉ**  
Il s'agit d'un accord cadre à bon et commande pour les travaux

**VI.1) DATE D'ENVOI DU PRELIMINAIRE**  
VI.1.1) RÉFÉRENCE DE L'AVIS ORIGINAL  
N° 2020-228-2020/01 du 02/12/2020

**SECTION VI.2) MODIFICATIONS**  
VI.2.1) Informations à rectifier ou à ajouter  
VI.2.2) Justification de la modification  
Modification des informations originales fournies par le pouvoir adjudicateur

**VI.2.3) Texte à rectifier dans l'avis original**  
VI.2.3.1) Autres informations complémentaires  
Les informations supplémentaires sont: pour le lot 1: 154 700 tonnes HT total 155 640 tonnes TTC

**Légales**

**AVIS D'ENQUÊTES**

**1ER AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE**  
Projet d'accueil et de valorisation du littoral et des zones littorales, dans les installations de réhabilitation de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer.

Demande d'autorisation environnementale unique du projet d'accueil et de valorisation de déchets non dangereux extérieurs et d'exploitation de méthaniseurs situés dans l'enceinte de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer, précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 17 février 2017.

Conformément à l'article d'ouverture d'enquête du 27 novembre 2020, le préfet des Alpes-Maritimes informe le public qu'il a procédé sur le territoire de la commune de Cagnes-sur-Mer à une enquête publique unique préalable à l'autorisation environnementale unique du projet d'accueil et de valorisation de déchets non dangereux extérieurs et d'exploitation de méthaniseurs situés dans l'enceinte de la station d'épuration de Cagnes-sur-Mer, précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 17 février 2017.

Cette enquête sera conduite en application des articles suivants du code de l'environnement: L.121-1 à L.121-6, L.121-6-1, L.121-6-2, L.121-6-3, L.121-6-4, L.121-6-5, L.121-6-6, L.121-6-7, L.121-6-8, L.121-6-9, L.121-6-10, L.121-6-11, L.121-6-12, L.121-6-13, L.121-6-14, L.121-6-15, L.121-6-16, L.121-6-17, L.121-6-18, L.121-6-19, L.121-6-20, L.121-6-21, L.121-6-22, L.121-6-23, L.121-6-24, L.121-6-25, L.121-6-26, L.121-6-27, L.121-6-28, L.121-6-29, L.121-6-30, L.121-6-31, L.121-6-32, L.121-6-33, L.121-6-34, L.121-6-35, L.121-6-36, L.121-6-37, L.121-6-38, L.121-6-39, L.121-6-40, L.121-6-41, L.121-6-42, L.121-6-43, L.121-6-44, L.121-6-45, L.121-6-46, L.121-6-47, L.121-6-48, L.121-6-49, L.121-6-50, L.121-6-51, L.121-6-52, L.121-6-53, L.121-6-54, L.121-6-55, L.121-6-56, L.121-6-57, L.121-6-58, L.121-6-59, L.121-6-60, L.121-6-61, L.121-6-62, L.121-6-63, L.121-6-64, L.121-6-65, L.121-6-66, L.121-6-67, L.121-6-68, L.121-6-69, L.121-6-70, L.121-6-71, L.121-6-72, L.121-6-73, L.121-6-74, L.121-6-75, L.121-6-76, L.121-6-77, L.121-6-78, L.121-6-79, L.121-6-80, L.121-6-81, L.121-6-82, L.121-6-83, L.121-6-84, L.121-6-85, L.121-6-86, L.121-6-87, L.121-6-88, L.121-6-89, L.121-6-90, L.121-6-91, L.121-6-92, L.121-6-93, L.121-6-94, L.121-6-95, L.121-6-96, L.121-6-97, L.121-6-98, L.121-6-99, L.121-6-100, L.121-6-101, L.121-6-102, L.121-6-103, L.121-6-104, L.121-6-105, L.121-6-106, L.121-6-107, L.121-6-108, L.121-6-109, L.121-6-110, L.121-6-111, L.121-6-112, L.121-6-113, L.121-6-114, L.121-6-115, L.121-6-116, L.121-6-117, L.121-6-118, L.121-6-119, L.121-6-120, L.121-6-121, L.121-6-122, L.121-6-123, L.121-6-124, L.121-6-125, L.121-6-126, L.121-6-127, L.121-6-128, L.121-6-129, L.121-6-130, L.121-6-131, L.121-6-132, L.121-6-133, L.121-6-134, L.121-6-135, L.121-6-136, L.121-6-137, L.121-6-138, L.121-6-139, L.121-6-140, L.121-6-141, L.121-6-142, L.121-6-143, L.121-6-144, L.121-6-145, L.121-6-146, L.121-6-147, L.121-6-148, L.121-6-149, L.121-6-150, L.121-6-151, L.121-6-152, L.121-6-153, L.121-6-154, L.121-6-155, L.121-6-156, L.121-6-157, L.121-6-158, L.121-6-159, L.121-6-160, L.121-6-161, L.121-6-162, L.121-6-163, L.121-6-164, L.121-6-165, L.121-6-166, L.121-6-167, L.121-6-168, L.121-6-169, L.121-6-170, L.121-6-171, L.121-6-172, L.121-6-173, L.121-6-174, L.121-6-175, L.121-6-176, L.121-6-177, L.121-6-178, L.121-6-179, L.121-6-180, L.121-6-181, L.121-6-182, L.121-6-183, L.121-6-184, L.121-6-185, L.121-6-186, L.121-6-187, L.121-6-188, L.121-6-189, L.121-6-190, L.121-6-191, L.121-6-192, L.121-6-193, L.121-6-194, L.121-6-195, L.121-6-196, L.121-6-197, L.121-6-198, L.121-6-199, L.121-6-200, L.121-6-201, L.121-6-202, L.121-6-203, L.121-6-204, L.121-6-205, L.121-6-206, L.121-6-207, L.121-6-208, L.121-6-209, L.121-6-210, L.121-6-211, L.121-6-212, L.121-6-213, L.121-6-214, L.121-6-215, L.121-6-216, L.121-6-217, L.121-6-218, L.121-6-219, L.121-6-220, L.121-6-221, L.121-6-222, L.121-6-223, L.121-6-224, L.121-6-225, L.121-6-226, L.121-6-227, L.121-6-228, L.121-6-229, L.121-6-230, L.121-6-231, L.121-6-232, L.121-6-233, L.121-6-234, L.121-6-235, L.121-6-236, L.121-6-237, L.121-6-238, L.121-6-239, L.121-6-240, L.121-6-241, L.121-6-242, L.121-6-243, L.121-6-244, L.121-6-245, L.121-6-246, L.121-6-247, L.121-6-248, L.121-6-249, L.121-6-250, L.121-6-251, L.121-6-252, L.121-6-253, L.121-6-254, L.121-6-255, L.121-6-256, L.121-6-257, L.121-6-258, L.121-6-259, L.121-6-260, L.121-6-261, L.121-6-262, L.121-6-263, L.121-6-264, L.121-6-265, L.121-6-266, L.121-6-267, L.121-6-268, L.121-6-269, L.121-6-270, L.121-6-271, L.121-6-272, L.121-6-273, L.121-6-274, L.121-6-275, L.121-6-276, L.121-6-277, L.121-6-278, L.121-6-279, L.121-6-280, L.121-6-281, L.121-6-282, L.121-6-283, L.121-6-284, L.121-6-285, L.121-6-286, L.121-6-287, L.121-6-288, L.121-6-289, L.121-6-290, L.121-6-291, L.121-6-292, L.121-6-293, L.121-6-294, L.121-6-295, L.121-6-296, L.121-6-297, L.121-6-298, L.121-6-299, L.121-6-300, L.121-6-301, L.121-6-302, L.121-6-303, L.121-6-304, L.121-6-305, L.121-6-306, L.121-6-307, L.121-6-308, L.121-6-309, L.121-6-310, L.121-6-311, L.121-6-312, L.121-6-313, L.121-6-314, L.121-6-315, L.121-6-316, L.121-6-317, L.121-6-318, L.121-6-319, L.121-6-320, L.121-6-321, L.121-6-322, L.121-6-323, L.121-6-324, L.121-6-325, L.121-6-326, L.121-6-327, L.121-6-328, L.121-6-329, L.121-6-330, L.121-6-331, L.121-6-332, L.121-6-333, L.121-6-334, L.121-6-335, L.121-6-336, L.121-6-337, L.121-6-338, L.121-6-339, L.121-6-340, L.121-6-341, L.121-6-342, L.121-6-343, L.121-6-344, L.121-6-345, L.121-6-346, L.121-6-347, L.121-6-348, L.121-6-349, L.121-6-350, L.121-6-351, L.121-6-352, L.121-6-353, L.121-6-354, L.121-6-355, L.121-6-356, L.121-6-357, L.121-6-358, L.121-6-359, L.121-6-360, L.121-6-361, L.121-6-362, L.121-6-363, L.121-6-364, L.121-6-365, L.121-6-366, L.121-6-367, L.121-6-368, L.121-6-369, L.121-6-370, L.121-6-371, L.121-6-372, L.121-6-373, L.121-6-374, L.121-6-375, L.121-6-376, L.121-6-377, L.121-6-378, L.121-6-379, L.121-6-380, L.121-6-381, L.121-6-382, L.121-6-383, L.121-6-384, L.121-6-385, L.121-6-386, L.121-6-387, L.121-6-388, L.121-6-389, L.121-6-390, L.121-6-391, L.121-6-392, L.121-6-393, L.121-6-394, L.121-6-395, L.121-6-396, L.121-6-397, L.121-6-398, L.121-6-399, L.121-6-400, L.121-6-401, L.121-6-402, L.121-6-403, L.121-6-404, L.121-6-405, L.121-6-406, L.121-6-407, L.121-6-408, L.121-6-409, L.121-6-410, L.121-6-411, L.121-6-412, L.121-6-413, L.121-6-414, L.121-6-415, L.121-6-416, L.121-6-417, L.121-6-418, L.121-6-419, L.121-6-420, L.121-6-421, L.121-6-422, L.121-6-423, L.121-6-424, L.121-6-425, L.121-6-426, L.121-6-427, L.121-6-428, L.121-6-429, L.121-6-430, L.121-6-431, L.121-6-432, L.121-6-433, L.121-6-434, L.121-6-435, L.121-6-436, L.121-6-437, L.121-6-438, L.121-6-439, L.121-6-440, L.121-6-441, L.121-6-442, L.121-6-443, L.121-6-444, L.121-6-445, L.121-6-446, L.121-6-447, L.121-6-448, L.121-6-449, L.121-6-450, L.121-6-451, L.121-6-452, L.121-6-453, L.121-6-454, L.121-6-455, L.121-6-456, L.121-6-457, L.121-6-458, L.121-6-459, L.121-6-460, L.121-6-461, L.121-6-462, L.121-6-463, L.121-6-464, L.121-6-465, L.121-6-466, L.121-6-467, L.121-6-468, L.121-6-469, L.121-6-470, L.121-6-471, L.121-6-472, L.121-6-473, L.121-6-474, L.121-6-475, L.121-6-476, L.121-6-477, L.121-6-478, L.121-6-479, L.121-6-480, L.121-6-481, L.121-6-482, L.121-6-483, L.121-6-484, L.121-6-485, L.121-6-486, L.121-6-487, L.121-6-488, L.121-6-489, L.121-6-490, L.121-6-491, L.121-6-492, L.121-6-493, L.121-6-494, L.121-6-495, L.121-6-496, L.121-6-497, L.121-6-498, L.121-6-499, L.121-6-500, L.121-6-501, L.121-6-502, L.121-6-503, L.121-6-504, L.121-6-505, L.121-6-506, L.121-6-507, L.121-6-508, L.121-6-509, L.121-6-510, L.121-6-511, L.121-6-512, L.121-6-513, L.121-6-514, L.121-6-515, L.121-6-516, L.121-6-517, L.121-6-518, L.121-6-519, L.121-6-520, L.121-6-521, L.121-6-522, L.121-6-523, L.121-6-524, L.121-6-525, L.121-6-526, L.121-6-527, L.121-6-528, L.121-6-529, L.121-6-530, L.121-6-531, L.121-6-532, L.121-6-533, L.121-6-534, L.121-6-535, L.121-6-536, L.121-6-537, L.121-6-538, L.121-6-539, L.121-6-540, L.121-6-541, L.121-6-542, L.121-6-543, L.121-6-544, L.121-6-545, L.121-6-546, L.121-6-547, L.121-6-548, L.121-6-549, L.121-6-550, L.121-6-551, L.121-6-552, L.121-6-553, L.121-6-554, L.121-6-555, L.121-6-556, L.121-6-557, L.121-6-558, L.121-6-559, L.121-6-560, L.121-6-561, L.121-6-562, L.121-6-563, L.121-6-564, L.121-6-565, L.121-6-566, L.121-6-567, L.121-6-568, L.121-6-569, L.121-6-570, L.121-6-571, L.121-6-572, L.121-6-573, L.121-6-574, L.121-6-575, L.121-6-576, L.121-6-577, L.121-6-578, L.121-6-579, L.121-6-580, L.121-6-581, L.121-6-582, L.121-6-583, L.121-6-584, L.121-6-585, L.121-6-586, L.121-6-587, L.121-6-588, L.121-6-589, L.121-6-590, L.121-6-591, L.121-6-592, L.121-6-593, L.121-6-594, L.121-6-595, L.121-6-596, L.121-6-597, L.121-6-598, L.121-6-599, L.121-6-600, L.121-6-601, L.121-6-602, L.121-6-603, L.121-6-604, L.121-6-605, L.121-6-606, L.121-6-607, L.121-6-608, L.121-6-609, L.121-6-610, L.121-6-611, L.121-6-612, L.121-6-613, L.121-6-614, L.121-6-615, L.121-6-616, L.121-6-617, L.121-6-618, L.121-6-619, L.121-6-620, L.121-6-621, L.121-6-622, L.121-6-623, L.121-6-624, L.121-6-625, L.121-6-626, L.121-6-627, L.121-6-628, L.121-6-629, L.121-6-630, L.121-6-631, L.121-6-632, L.121-6-633, L.121-6-634, L.121-6-635, L.121-6-636, L.121-6-637, L.121-6-638, L.121-6-639, L.121-6-640, L.121-6-641, L.121-6-642, L.121-6-643, L.121-6-644, L.121-6-645, L.121-6-646, L.121-6-647, L.121-6-648, L.121-6-649, L.121-6-650, L.121-6-651, L.121-6-652, L.121-6-653, L.121-6-654, L.121-6-655, L.121-6-656, L.121-6-657, L.121-6-658, L.121-6-659, L.121-6-660, L.121-6-661, L.121-6-662, L.121-6-663, L.121-6-664, L.121-6-665, L.121-6-666, L.121-6-667, L.121-6-668, L.121-6-669, L.121-6-670, L.121-6-671, L.121-6-672, L.121-6-673, L.121-6-674, L.121-6-675, L.121-6-676, L.121-6-677, L.121-6-678, L.121-6-679, L.121-6-680, L.121-6-681, L.121-6-682, L.121-6-683, L.121-6-684, L.121-6-685, L.121-6-686, L.121-6-687, L.121-6-688, L.121-6-689, L.121-6-690, L.121-6-691, L.121-6-692, L.121-6-693, L.121-6-694, L.121-6-695, L.121-6-696, L.121-6-697, L.121-6-698, L.121-6-699, L.121-6-700, L.121-6-701, L.121-6-702, L.121-6-703, L.121-6-704, L.121-6-705, L.121-6-706, L.121-6-707, L.121-6-708, L.121-6-709, L.121-6-710, L.121-6-711, L.121-6-712, L.121-6-713, L.121-6-714, L.121-6-715, L.121-6-716, L.121-6-717, L.121-6-718, L.121-6-719, L.121-6-720, L.121-6-721, L.121-6-722, L.121-6-723, L.121-6-724, L.121-6-725, L.121-6-726, L.121-6-727, L.121-6-728, L.121-6-729, L.121-6-730, L.121-6-731, L.121-6-732, L.121-6-733, L.121-6-734, L.121-6-735, L.121-6-736, L.121-6-737, L.121-6-738, L.121-6-739, L.121-6-740, L.121-6-741, L.121-6-742, L.121-6-743, L.121-6-744, L.121-6-745, L.121-6-746, L.121-6-747, L.121-6-748, L.121-6-749, L.121-6-750, L.121-6-751, L.121-6-752, L.121-6-753, L.121-6-754, L.121-6-755, L.121-6-756, L.121-6-757, L.121-6-758, L.121-6-759, L.121-6-760, L.121-6-761, L.121-6-762, L.121-6-763, L.121-6-764, L.121-6-765, L.121-6-766, L.121-6-767, L.121-6-768, L.121-6-769, L.121-6-770, L.121-6-771, L.121-6-772, L.121-6-773, L.121-6-774, L.121-6-775, L.121-6-776, L.121-6-777, L.121-6-778, L.121-6-779, L.121-6-780, L.121-6-781, L.121-6-782, L.121-6-783, L.121-6-784, L.121-6-785, L.121-6-786, L.121-6-787, L.121-6-788, L.121-6-789, L.121-6-790, L.121-6-791, L.121-6-792, L.121-6-793, L.121-6-794, L.121-6-795, L.121-6-796, L.121-6-797, L.121-6-798, L.121-6-799, L.121-6-800, L.121-6-801, L.121-6-802, L.121-6-803, L.121-6-804, L.121-6-805, L.121-6-806, L.121-6-807, L.121-6-808, L.121-6-809, L.121-6-810, L.121-6-811, L.121-6-812, L.121-6-813, L.121-6-814, L.121-6-815, L.121-6-816, L.121-6-817, L.121-6-818, L.121-6-819, L.121-6-820, L.121-6-821, L.121-6-822, L.121-6-823, L.121-6-824, L.121-6-825, L.121-6-826, L.121-6-827, L.121-6-828, L.121-6-829, L.121-6-830, L.121-6-831, L.121-6-832, L.121-6-833, L.121-6-834, L.121-6-835, L.121-6-836, L.121-6-837, L.121-6-838, L.1





Ville de  
**MENTON**



## I REVISION DU RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ

**QU'EST-CE QU'UN RLP ?**

Le Règlement Local de Publicité est un **document de planification** de l'affichage publicitaire sur le territoire communal. Il permet d'adapter la réglementation nationale aux spécificités locales et à concilier liberté d'expression et enjeux environnementaux.

### 3 TYPOLOGIES DE DISPOSITIFS PUBLICITAIRES



**Une préenseigne :** Toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce l'activité déterminée.



**Une publicité :** Tout autre dispositif faisant la promotion d'un produit ou d'une activité déterminée.



**Une enseigne :** Toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.

**L'OBJECTIF** de la révision est de :

- Limiter l'impact des dispositifs publicitaires sur le cadre de vie en protégeant le **patrimoine naturel et bâti**.
- Répondre à l'actualisation du règlement par rapport aux **évolutions législatives** et **réglementaires** notamment la loi **Grenelle 2**.
- Tenir compte des nouveaux objectifs de **développement durable**, de l'évolution de l'**urbanisation** et celle du tissu **commercial** et **artisanal**.

**LE RLP COMPREND :**

**1) Le rapport de présentation**

Le volet explicatif du RLP avec un diagnostic, les orientations, les objectifs défini et l'explication des choix retenus.

**2) Le règlement et le zonage**

La définition des zones de publicités, les prescriptions sur les publicités, préenseignes et enseignes et les dérogations.

**3) Les annexes**

Des documents graphiques et les limites de l'agglomération fixées par le Maire.



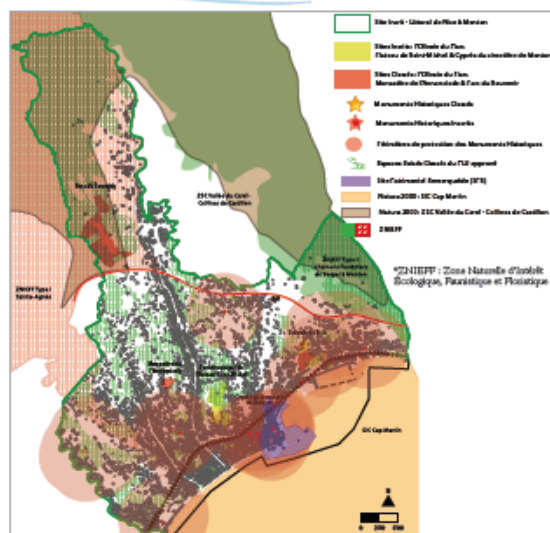




## II

## DIAGNOSTIC & ENJEUX

## CONTEXTE PATRIMONIAL



La commune de Menton fait  
intégralement partie du site inscrit  
« Littoral de Nice à Menton »,  
créé par arrêté ministériel du 20 mars  
1973.

Sans l'exception permise par l'article L. 581-8 du Code de l'Environnement et la réalisation d'un Règlement Local de Publicité, tous les dispositifs de types publicitaires et préenseignes seraient interdits sur l'ensemble du territoire communal.



La vieille ville



La port de Garayan

## UN TERRITOIRE PRÉSERVÉ

Au regard de **nombreux lieux protégés**, la présence de dispositifs publicitaires est localisée en grande partie **le long du littoral** et dans la **vallée du Careï**.

Menton recense environ **52 panneaux publicitaires** scellés au sol, apposés sur un mur et installés sans ancrage au sol, **7 mobiliers double face éclairé**, **29 panneaux lumineux double face scellés au sol**, **58 abris voyageurs** et **6 sanitaires automatiques**.

Le territoire Mentonnais compte environ **1 200 enseignants**.

Le centre-ville dénombre de nombreuses **enseignes qualitatives**.

Les enseignes perpendiculaires au mur peuvent avoir un impact en terme de paysage urbain.

Dans la **vallée du Haut-Carén** les enseignes sont **multipliées** ce qui rend difficile la lisibilité des établissements



Publicités et présentations



Publicité scellée au sol



Publicité sur mobilier urbain



Enseignes sur clôture et sur mur

Enseignes perpendiculaires et  
morales

Enseignes perpendiculaires et murales





Ville de  
**MENTON**

**III**

## DIAGNOSTIC & ENJEUX

### GARAVAN & L'ENTRÉE DE VILLE EST

- Maintenir une pression publicitaire limitée ;
- Permettre une meilleure visibilité des enseignes situées en partie inférieure du Port de Garavan ;
- Concilier valorisation paysagère et lisibilité économique ;
- Préserver le cadre paysager remarquable de la zone en précisant les périmètres et réglementations spécifiques.

Secteur globalement bien préservé

Quelques excès sur la densité et les surfaces cumulées

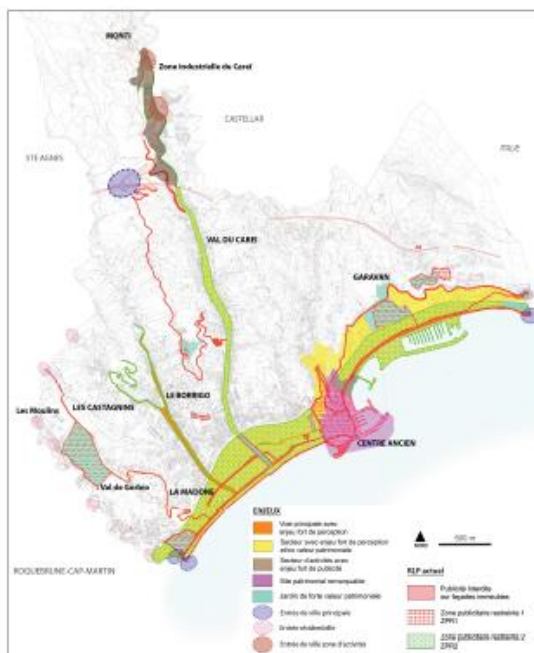
### LE CENTRE-VILLE & SES ABORDS

- Préserver la qualité des vues remarquables ;
- Maintenir une pression publicitaire limitée aux abords du centre historique ;
- Maintenir une valorisation de l'image de la ville et du patrimoine architectural ;
- Préserver la visibilité des activités économiques en harmonisant la qualité des enseignes.

Respect global des règles très strictes du SPR et vues remarquables préservées

Enseignes qualitatives

Dispositif grand format à limiter



### HAUT-CAREI & L'ENTRÉE DE VILLE NORD

- Faire évoluer le périmètre ZPR2 afin d'englober les établissements existants ;
- Valoriser la qualité des entrées de ville ;
- Répondre aux besoins des acteurs économiques en terme de lisibilité ;
- Concilier valorisation paysagère et lisibilité économique.

Absence de traitement de l'espace public

Fort impact de l'affichage publicitaire

Cumul des dispositifs

Pour l'ensemble des secteurs :

- Faire respecter les règles de densité et de taille pour les enseignes et ajuster les règles du RLP aux nouvelles dispositions nationales.

### LES VALLONS URBAINS

- Assurer une lisibilité économique des activités sur la zone ;
- Maintenir une pression publicitaire limitée sur le secteur du Borrigo.

Le Borrigo peu soumis à la pression publicitaire

Dispositif grand format à limiter

### LE VAL DE GORBIO & LES ENTRÉES DE VILLE OUEST

- Maintenir une pression publicitaire limitée sur le secteur ;
- Préserver l'environnement paysager de la zone.

Secteur préservé et essentiellement résidentiel

Percées visuelles protégées





Ville de  
**MENTON**

**IV**

## OBJECTIFS & ORIENTATIONS

La Municipalité exprime sa volonté de conserver l'effet protecteur du RLP de 1994

Par délibération du 12 avril 2018, le Conseil Municipal de Menton a prescrit la révision du RLP et a défini des objectifs.

La Municipalité mentonnaise a fait de la protection de son patrimoine, tant bâti que naturel, un axe majeur de son projet d'aménagement et de développement durables lors de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme.

La qualité de l'intégration de la publicité extérieure est donc primordiale pour l'image de la ville de Menton.

### Orientation n°1 : Réduire les nuisances visuelles et protéger la qualité du patrimoine naturel et bâti

*Cette orientation vise à améliorer le cadre de vie et à préserver la qualité des paysages et des éléments patrimoniaux de la ville qui constituent un moteur important de l'attractivité touristique de Menton. L'objectif est également d'assurer une meilleure visibilité des activités économiques de la commune.*

• Améliorer l'intégration paysagère des dispositifs publicitaires en interdisant la publicité sur la voie ferrée et ses abords ainsi que sur les voies publiques et sur les espaces naturels.

- Améliorer la qualité des axes structurants du territoire :
  - ◊ Moduler les formats publicitaires et leur densité.
  - ◊ Veiller à l'entretien des panneaux publicitaires.
- Réglementer comme le règlement actuel les possibilités d'expression liées à l'organisation de manifestations ou pour de l'événementiel.
- Permettre une meilleure visibilité des enseignes situées en partie inférieure du Port de Garavan.
- Prendre en compte l'architecture des bâtiments protégés au Plan Local d'Urbanisme.

### Orientation n°2 : Ajuster le zonage du RLP approuvé en 1994

*Cette orientation vise à créer un nouveau zonage adapté aux enjeux du territoire et cohérent avec le zonage du Plan Local d'Urbanisme approuvé.*

• Étendre la ZPR1 sur sa limite Ouest à la place Ardoine afin d'harmoniser la réglementation sur l'ensemble de la rue piétonne.

- Créer une nouvelle ZPR pour la zone commerciale et industrielle du Haut-Carèi.
- Créer une zone spécifique au Port de Garavan, en partie inférieure de l'avenue Porte de France.
- Maintenir la protection des façades et des immeubles, tel que sur la route des Serres de la Madone, sur la Route de l'Annonciade, et sur la route de Castellar.

### Orientation n°3 : Renforcer la lisibilité de la zone commerciale et artisanale du Haut-Carèi ainsi que de l'entrée de ville Est

*La zone d'activités du Haut-Carèi constitue une vitrine de la commune du fait de sa position en entrée de ville et du trafic qu'elle attire. À travers cette orientation, la commune souhaite préserver cette entrée d'agglomération qui constitue un facteur déterminant de l'image qualitative de la ville. Il est donc primordial d'agir contre les phénomènes de concentration et surcharge des dispositifs d'affichages extérieurs qui accentuent la pollution visuelle et dégradent la perception des informations apportées par ces dispositifs.*

- Limiter les dispositifs publicitaires grands formats en augmentant leur inter-distances.
- Limiter l'implantation des dispositifs publicitaires sur les murs clôturés.
- Limiter à 10 % les densités d'enseignes dans tout le secteur.
- Préserver l'impact des enseignes en limitant leurs surfaces selon le zonage.

### Orientation n°4 : Adapter les dispositions du RLP en vigueur en fonction de la nouvelle réglementation

*Le règlement local de publicité a pour but d'adapter à des conditions locales les règles nationales régissant la présence de la publicité, des enseignes et des enseignes dans le cadre de vie.*

- Réglementer la publicité lumineuse et numérique tout en veillant aux conditions d'éclairages et d'extinctions des dispositifs lumineux pour préserver l'environnement et lutter contre la pollution lumineuse nocturne.
- Interdire la publicité lumineuse par laser et par projection.

ES-  
PACE

ZPR : Zone de Publicité Réglementée



# I

## LES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

### LES ÉTAPES DU RLP

**NOUS EN SOMMES LÀ !**



### LE PRINCIPE GENERAL

Reprenant les principes qui gouvernent le droit de l'urbanisme, le droit de la publicité extérieure se caractérise par une réglementation nationale issue du décret du 30 janvier 2012 - communément appelée **Règlement National de la Publicité (RNP)**, applicable à l'ensemble du territoire national.

Lorsque les dispositions spécifiques du RLP ne portent que sur certains aspects de la réglementation et que, pour le reste de la réglementation, le RLP ne prévoit pas de prescriptions particulières, ce sont les règles du RNP qui s'appliquent.

### LA DÉFINITION DU RÈGLEMENT

Des prescriptions relatives aux publicités, aux enseignes et préenseignes.

**LE RÈGLEMENT** du Règlement Local de Publicité définit des règles spécifiques qui s'appliqueront dans chaque zone en fonction du contexte paysager local, de la densité et de la localisation des enseignes et dispositifs publicitaires souhaités.

Les communes peuvent instaurer, dans des zones définies, des règles plus restrictives que la réglementation nationale.

### LES ARTICLES DU RÈGLEMENT

Le RLP adapte au contexte local les dispositions prévues par la loi.

#### LES INTERDICTIONS



Le règlement du RLP liste les dispositifs et les implantations interdits dans la zone.

#### LES RÈGLES D'INSTALLATION ET D'ESTHÉTIQUE



Des règles d'installation et des prescriptions esthétiques peuvent être fixées afin de garantir une harmonisation des dispositifs et leur insertion dans le paysage environnant.

#### LES DISPOSITIONS RELATIVES À LA DENSITÉ ET AUX DIMENSIONS DES DISPOSITIFS AUTORISÉS



Des règles de hauteur, de surface et de densité peuvent être définies.

#### LES EMPLACEMENTS/SUPPORTS



Le règlement définit les emplacements autorisés pour la publicité, les préenseignes et les enseignes : sur un auvent, sur une clôture, en façade, fixée au sol ou installée directement sur le sol...



Ville de  
**MENTON**

## II

### LES DISPOSITIONS GRAPHIQUES

Quatre zones de publicité restreintes définies au regard des caractéristiques économiques et patrimoniales.

**LE ZONAGE** divise le territoire communal en plusieurs secteurs dans lesquels les publicités, les préenseignes et les enseignes sont soumises aux différentes règles édictées dans le règlement du RLP.

En dehors des Zones de Publicité Restreintes (ZPR) qui figurent sur le plan de zonage, la publicité extérieure est interdite au vu de l'inscription de tout le territoire communal, en site inscrit « Littoral de Nice à Menton ».

#### La Zone de Publicité Restreinte 1 Le Site Patrimonial Remarquable et ses extensions



#### La Zone de Publicité Restreinte 2 La Vallées du Carei, du Borrigo, de Gorbio, le centre-ville et le secteur de Garavan



#### La Zone de Publicité Restreinte 3 Le Haut-Carei



#### La Zone de Publicité Restreinte 4 Le Port de Garavan



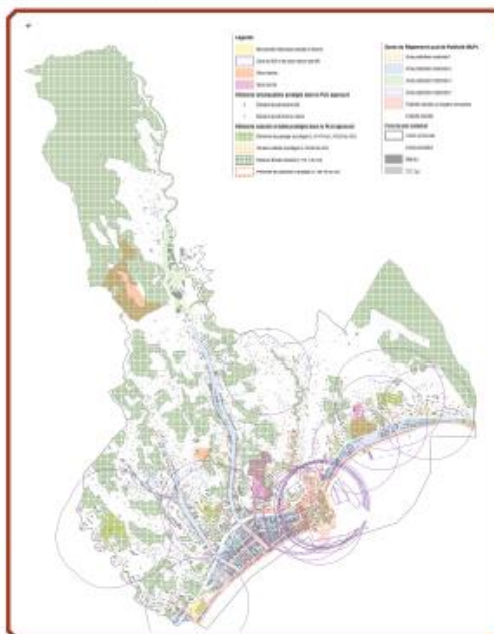
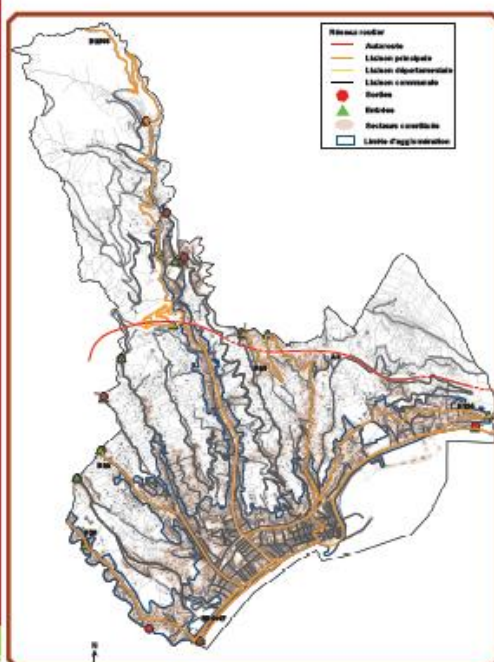




## LES ZONES OÙ LA PUBLICITE EXTERIEURE EST INTERDITE

### A QUELLES INTERDICTIONS UN RLP NE PEUT DÉROGER ?

- Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des Monuments Historiques
- Sur les éléments remarquables protégés dans le Plan Local d'Urbanisme approuvé au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme
- Sur les monuments naturels, dans les sites classés, dans les coeurs des parcs nationaux et les réserves naturelles
- Sur certaines façades d'immeubles
- Sur les Espaces Boisés Classés et sur les éléments de paysage inscrits dans le Plan Local d'Urbanisme approuvé
- Sur les arbres, plantations, murs de cimetière et de jardin public, clôtures non aveugles, poteaux de transport et de distribution électrique, de télécommunication...



### LA PRISE EN COMPTE DES LIMITES D'AGGLOMÉRATION

- L'agglomération est un espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde.
- Sur le territoire de Menton, l'arrêté municipal du 29 juin 2018 définit les nouvelles limites d'agglomération de la commune.
- Les limites d'agglomération tiennent également compte du tissu urbain constitué et de la proximité des principaux axes de circulation.

L'un des principes fondamentaux du droit de la publicité extérieure est d'interdire la publicité hors agglomération (article L581-7 du CE) et de l'admettre en agglomération sous réserve du respect des prescriptions du règlement national de publicité.

# Révision du Règlement Local de Publicité

## Les zones où la publicité extérieure est interdite

## Les dispositions réglementaires

### A quelles interdictions un RLP ne peut déroger ?

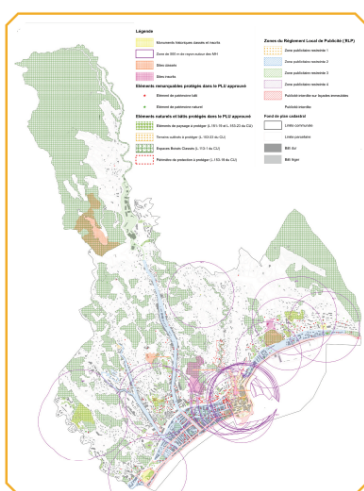
Un règlement local de publicité peut réintroduire de la publicité dans les lieux d'interdiction, dites relatives, repris à l'article L.581-8-1 du Code de l'Environnement.

C'est le cas de la commune de Menton qui est couverte en totalité par le site inscrit « Littoral de Nice à Menton ». L'élaboration et la révision du RLP ont permis de lever l'interdiction et de réintroduire la publicité de manière relative.

Toutefois, le Code de l'Environnement a défini de nombreuses interdictions de publicité que le RLP ne peut déroger.

Toute publicité ou présignalage autre que dérogatoire est interdite hors agglomération et en dehors des zones de publicité restreintes ainsi que :

- Sur les immeubles classés ou inscrits au titre des Monuments Historiques : la commune de Menton est concernée par 7 Monuments Historiques classés et 17 Monuments Historiques inscrits.
- Sur les éléments remarquables protégés dans le Plan Local d'Urbanisme approuvé, au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme : un immeuble annexé au PLU, recensé, sur l'ensemble de la commune, près de 361 éléments bâtis ou naturels.
- Sur les monuments naturels, dans les sites classés, dans les coeurs des parcs nationaux et les réserves naturelles : Menton recense 3 sites classés.
- Sur certaines façades d'immeubles : le règlement du



- RLP détaille la liste des façades d'immeubles concernés.
- Sur les Espaces Boisés Classés et sur les éléments de paysage inscrits dans le Plan Local d'Urbanisme approuvé : 507 ha ont été préservés par ces protections dans le PLU.
  - Sur les arbres et plantations.
  - Sur les poteaux de transport et de distribution électrique, les installations d'éclairage public ainsi que sur les équipements publics concernant
- la circulation routière, ferroviaire, fluviale, maritime ou aérienne.
- Sur les murs des bâtiments sur quand ces murs sont aveugles ou qu'ils ne comportent qu'une ou plusieurs ouvertures d'une surface unitaire inférieure à 0,50 m<sup>2</sup>.
  - Sur les clôtures qui ne sont pas aveugles ;
  - Sur les murs de cimetière et de jardin public.

Menton possède un Règlement Local de Publicité (RLP) approuvé en janvier 1994 applicable jusqu'en 13 janvier 2021, qui permet de maîtriser le développement des dispositifs d'affichage sur le territoire.

La révision du RLP reprend les principes réglementaires développés dans le RLP approuvé en 1994, avec néanmoins une adaptation par rapport au Règlement National de la Publicité (RNP) issu du décret du 30 janvier 2012.

Elle permet aussi de réintroduire de la publicité dans les lieux où elle est en principe interdite.

Les objectifs poursuivis à travers le nouveau règlement ne sont pas de supprimer toute publicité sur le territoire communal, mais d'adopter un document qui réponde aux spécificités et aux enjeux paysagers et environnementaux de ce territoire.

En effet, l'activité économique a besoin de divers supports de communication pour se développer, mais il est nécessaire de réguler la prolifération de panneaux qui nuisent non seulement à la qualité du paysage urbain, mais également à la lisibilité même des publicités et commerces.

Ainsi, le nouveau RLP restreint certaines règles nationales ou les adapte en fonction des caractéristiques locales de Menton. Pour ce faire, il définit sur certains secteurs sensibles du territoire mentonnais, des règles générales plus strictes que le règlement national de la publicité.

D'un point de vue général, lorsque les dispositions spécifiques du RLP ne prévoient pas de prescriptions particulières, alors ce sont les règles du RNP qui s'appliquent.

Dans le cadre de l'élaboration de ce nouveau RLP, les dispositions réglementaires définies dans le règlement répondent à un certain nombre de problématiques. Il existe des secteurs dans lesquels l'impact est moindre et des cas dans lesquels l'affichage publicitaire peut contribuer à marquer le paysage et à le qualifier.

A Menton où la topographie est fortement marquée et en l'absence d'un règlement local de publicité adapté, plus restrictif que le règlement national, les panoramas et les perspectives vers le grand paysage peuvent se trouver compromis. Les divers dispositifs de publicité, enseignes et préenseignes peuvent également porter atteinte au paysage urbain : marquer l'architecture, altérer la qualité paysagère des espaces publics avec des affiches placardées, des clôtures aveugles...

L'affichage ne doit donc en aucun cas venir obscurcir une perspective intéressante.

La publicité extérieure se doit de respecter les échelles, au bénéfice des espaces qui les accueillent et tenir compte du fait que les messages s'adressent aux automobilistes mais aussi aux piétons. Ainsi le caractère de plus en plus massif des structures publicitaires et leur hauteur abusive doivent être encadrées.

### Les principales évolutions

#### Le zonage

L'élaboration du diagnostic et des orientations ont conduit à la définition de quatre zones de publicité restreintes. Les différentes zones ont été déterminées en partant des zones déjà existantes dans le RLP de 1994.

L'objectif de la commune de Menton était de ne pas modifier complètement la répartition géographique du règlement mais de l'adapter aux nouveaux enjeux. Ainsi, par rapport au RLP de 1994, 2 nouvelles zones ont été créées et certaines zones ont été modifiées à la marge.

Au sein de ces zones, la réglementation relative à la publicité, aux préenseignes et enseignes est adaptée à leur spécificités.

#### Le règlement

L'un des objectifs de la révision du règlement local de publicité est d'améliorer le cadre de vie des habitants en définissant la juste place des dispositifs publicitaires et en réduisant la taille des surfaces d'affichage.

Pour chacune des zones définies, le règlement local de publicité prévoit des règles de densité pour les publicités et préenseignes et des règles de surfaces pour les enseignes afin d'améliorer l'intégration architecturale et paysagère des différents dispositifs.

Les prescriptions des RLP ne peuvent, à présent, pas être moins restrictives que la règle nationale. Certaines règles du RLP de 1994 ne sont désormais plus applicables et n'apparaissent plus dans le RLP révisé.

Enfin, une attention particulière a également été portée aux dispositifs numériques et lumineux actuellement en expansion sur le territoire national.



# Révision du Règlement Local de Publicité

## Les dispositions réglementaires

## Les dispositions réglementaires

### La zone à enjeux d'intérêt patrimonial

#### La zone de publicité restreinte 1 (ZPR 1)

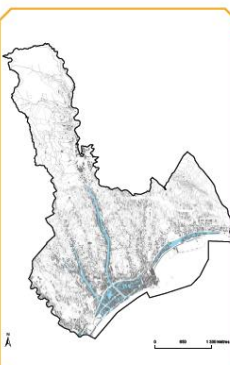
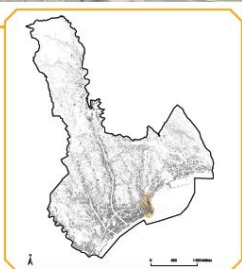
Cette zone couvre le Secteur Patrimonial Remarquable (SPR) et ses extensions, secteur très sensible en terme de paysage.

Epousant l'épave prolongant le relief de Garavan, le noyau originel et le coeur identitaire de la Ville. À l'articulation des deux basses, la silhouette dominée par la Basilique reste aujourd'hui encore un repère à l'échelle des paysages proche et lointain.

La publicité est interdite dans cette zone exceptée celle supportée par le mobilier urbain.

Les enseignes s'implantent harmonieusement conformément aux règles édictées par le règlement du PSMAV.

Le respect global des règles très strictes du RLP de 1994 préserve des espaces publics de qualité et les vues remarquables sur et depuis la Ville.



### La zone à enjeux d'intérêt patrimonial urbain et paysager et les axes de déplacements

#### La zone de publicité restreinte 2 (ZPR 2)

- le secteur de Garavan : Entité de ville Eit, qui permet une découverte de la baie et une mise en scène panoramique du coeur historique. Axe de passage touristique important, c'est une des voies majeures de traversée de la commune.
- le centre-ville : Développé sur la frange littorale où convergent les vallons, le centre-ville marque les extensions qui ont succédé au noyau médiéval. Centre de vie, c'est un lieu d'attractivité touristique et l'un des principaux sites d'expression publicitaire.
- les vallons : du Casert, principale artère d'arrivée en ville avec une vue conséquente très soutenue ; du Borrijo, secteur résidentiel avec quelques commerces et du Val de Gorbio aux portes du littoral alternant habitat pavillonnaire et boisements.

Une attention particulière est portée aux espaces de la ZPR2, support de nombreux flux touristiques, économiques et commerciaux et qui peut augmenter l'opportunité de publicité.

Le RLP s'est attaché à l'encadrement de la qualité des enseignes. Le nouveau règlement vise à réduire la multiplication des enseignes sur une même façade afin d'assurer une meilleure visibilité des activités économiques de la commune.

Concernant la publicité et les préenseignes, la révision du RLP vise à moduler les formats publicitaires et leur densité afin de limiter leur nombre.

### La zone commerciale et artisanale

#### La zone de publicité restreinte 3 (ZPR 3)

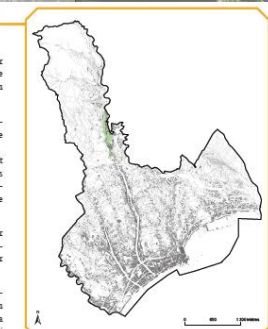
L'entrée de ville Nord de la commune constitue un secteur à enjeux en matière de publicité extérieure pour la qualité de l'image de la ville car il s'agit de la première impression en arrivant sur le territoire.

La zone d'activité du Haut-Casert est globalement bien contenue par le vallon : son impact paysager reste limité et elle bénéficie d'un cadre de montagnes de qualité.

La zone amont, plutôt occupée par les industriels, paraît moins saturée d'enseignes et de publicités. La partie aval, plus commerciale, accrue, elle, de multiples débordements préjudiciables à la qualité de l'espace mais aussi à l'efficacité de l'information affichée.

Si la mise en place du RLP de 1994 a contribué à limiter leur impact visuel, leur présence reste encore très perceptible notamment du fait des nombreux points de vue plongeant sur la zone.

La révision du RLP agit contre cette concentration et surcharge des dispositifs d'affichage et permet l'implantation publicitaire de grand format, mais de taille moindre que la réalité observée aujourd'hui et avec une règle de densité qui limitera leur nombre.



### La protection de la zone portuaire de Garavan, en cours d'aménagement

#### La zone de publicité restreinte 4 (ZPR 4)

De nouveaux commerces se sont implantés sur le Port de Garavan. En effet, les anciens stands du quai Nord ont fait place à une trentaine d'enseignes destinées aux piétons et à l'ensemble de la population mentonnaise. De plus, cette zone s'inscrit dans une requalification du littoral pensée par la Municipalité.

La commune de Menton a souhaité créer une zone de réglementation spécifique afin de protéger cet espace tout en permettant la visibilité des enseignes.

L'objectif est de signaler les commerces situés en contre-bas de l'Avenue Porte de France notamment le long de la Promenade de la Mer tout en prenant en compte l'intérêt patrimonial et paysager du secteur.

Le RLP encadre ainsi fortement l'affichage publicitaire tout en permettant l'implantation d'enseignes.

# Annonces légales

nice-matin  
Jeudi 10 mai 2018

## AVIS ADMINISTRATIFS

### AVIS

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE DE MENTON : LANCEMENT DE LA REVISION  
Par délibération en date du 12 avril 2018, la ville de Menton a décidé de prescrire la révision de son règlement local de publicité et de fixer les modalités de la concertation avec la population pendant la durée des études.  
Cette délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant 1 mois où elle pourra être consultée aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Conformément à l'arrêté du ministère de la Culture et de la Communication (NORM : MCCE1327120A) le prix de la ligne de référence des annonces légales, tel que défini à l'article premier, est fixé pour l'année 2017 au tarif de base de 4,15 € HT pour les Alpes-Maritimes.

## PROFESSIONS DU CHIFFRE ET DU DROIT, COLLECTIVITÉS

### PUBLIEZ VOTRE ANNONCE LÉGALE EN QUELQUES CLICS

- > Service gratuit
- > Accessible sur identification
- > Espace professionnel sécurisé
  - Gérer vos publications légales ou celles de vos clients
  - Publier dans les meilleurs délais
  - Télécharger immédiatement vos devis et attestations de parution

### UNE ÉQUIPE DÉDIÉE DE PROXIMITÉ

04 93 18 71 49  
legales@nicematin.fr  
**legalespro.com**  
VOS ANNONCES EN 1 CLIC

Nous recommandons à nos annonceurs de bien vouloir être assez aimables de répondre aux lettres courtoisement rédigées ou, si cela leur est matériellement impossible, de renvoyer à leurs correspondants les documents ou photos qui auraient pu leur être confiés. En répondant, ne pas omettre d'indiquer le numéro de l'annonce.

Résultats de tirage du mardi 8 mai 2018

EUROMILLIONS	17	25	35	39	44	+	2	5
5 + 1	1	0	0	0	0	45 544 999,00 €	0	45 544 999,00 €
5 + 2	1	0	0	0	0	788 327,80 €	0	788 327,80 €
5	7	1	1	1	1	24 230,00 €	0	24 230,00 €
4 + 1	26	0	1	3 952,30 €	3 932,60 €	7 524,90 €	0	7 524,90 €
4 + 2	592	104	10	14,80 €	44,90 €	208,70 €	0	208,70 €
3 + 1	1 541	278	63	84,70 €	14,10 €	105,80 €	0	105,80 €
4	1 270	193	7	59,70 €	0	59,70 €	0	59,70 €
3 + 2	22 468	4 316	1 072	15,30 €	3,80 €	19,10 €	0	19,10 €
2 + 1	27 328	4 505	1 144	13,50 €	3,00 €	14,50 €	0	14,50 €
3	85 653	9 489	7	12,50 €	0	12,50 €	0	12,50 €
1	171 607	92 347	6 541	4 116 €	0	4 116 €	0	4 116 €

Résultats des tirages du mercredi 9 mai 2018

Keno	Support	ovie
Midi	4	5
Midi	7	12
Midi	15	22
Midi	23	26
Midi	28	43
Midi	45	48
Midi	51	54
Midi	55	56
Midi	59	60
Midi	65	67
Multiplicateur	x 1	
Joker	1 057 786	

Résultats du tirage du mercredi 9 mai 2018

CHANCE	5	10	23	34	35	6
5 KENO NUMBERS + CHANCE	2	Aucun gagnant				
5 KENO NUMBERS	10 codes LOTO gagnants à 20 000 €					
4 KENO NUMBERS + CHANCE	36	1 000 €				
4 KENO NUMBERS	267	500 €				
3 KENO NUMBERS + CHANCE	1 504	50 €				